

XS: M-A, Joe, B/C, Gus

APR 15 1978

Paris, vendredi 7 avril 1978

Cher camarade Horowitz,

A l'occasion du dernier plenum du Comité National du S.W.P., il a été remis à notre délégation le dossier de ta correspondance avec l'O.S.T. de Costa-Rica. Comme la seconde lettre adressée à l'équipe de direction de l'O.S.T. porte sur la politique suivie par l'O.C.I. lors de la préparation des élections législatives de mars 1978, nous pensons qu'il est utile que nous intervenions dans cette discussion.

Nous déplorons certes que, compte tenu des relations existant entre le S.W.P. et notre organisation, la direction du S.W.P. n'ait pas directement fait part à l'O.C.I. de ses critiques et remarques au sujet de notre orientation. Mais là n'est pas l'essentiel : l'essentiel, c'est que la discussion s'engage.

Tu parles dans ta lettre du 16 février de "manques sérieux" dans notre politique et tu énumères les problèmes suivants :

- 1- La manière dont nous traitons des responsabilités respectives du P.C.F. et du P.S. est "déséquilibrée".
- 2- Si l'O.C.I. a connu -soulignes-tu- des succès en exprimant l'aspiration à l'unité, elle aurait en fait sacrifié à cela -au moins partiellement- la lutte pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministres bourgeois.
- 3- L'O.C.I. ne proposait pas de stratégie de la lutte ouvrière.
- 4- Enfin, en ne présentant pas ses propres candidats, l'O.C.I. aurait abdicé devant ses responsabilités.

Avant d'en venir aux points précis que tu soulèves, il est indispensable de brièvement revenir sur l'enjeu de ces élections générales de mars 1978.

Dans un pays à vieille tradition parlementaire, et où existent de puissants partis se réclamant de la classe ouvrière, les élections sont toujours une période de politisation et de concentration politique des problèmes de la lutte des classes. En même temps, les marxistes savent que ce ne sont pas les échéances électorales qui créent les situations politiques, mais au contraire, la situation concrète en termes de lutte des classes qui détermine l'importance de l'échéance électorale. Les résultats électoraux eux-mêmes, pour importants qu'ils puissent être, ne sont qu'une expression déformée des rapports de forces entre les classes, des rapports politiques au moment où ces élections prennent place. Mais ces considérations nécessaires ne suffisent pas pour situer l'enjeu des élections de mars 1978.

Ce qui leur donnait une importance toute particulière, c'était leur relation avec la crise politique spécifique de la forme de domination existant en France : la crise du régime bonapartiste de la Vème République. Sur tous les terrains, malgré les obstacles mis à leur mouvement en avant par la politique des directions, les masses agissant pour satisfaire leurs revendications les plus immédiates s'orientaient contre le gouvernement, menaçaient l'édifice même de la Vème République. Sur le plan électoral, ce mouvement s'était traduit lors des élections municipales il y a un an, par l'existence d'une majorité absolue en voix pour le P.C.F. et le P.S.

L'O.C.I. définissait ainsi l'enjeu :

"L'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IVème Internationale) se prononce et combat sans équivoque, inconditionnellement, pour une majorité de députés des partis ouvriers, le P.S. et le P.C.F., à la prochaine Assemblée nationale.

Pourquoi ? Alors même que le système politique en place est la démocratie parlementaire, une majorité des partis ouvriers au Parlement pose inéluctablement comme une possibilité immédiatement saisissable la constitution d'un gouvernement de ces partis, et au-delà, celle du régime. Mais en outre, le régime politique actuel n'est pas un régime parlementaire : la Vème République est un système politique bonapartiste, bâtard, de la décadence du capitalisme. L'appareil d'Etat échappe à tout contrôle parlementaire. L'élection du président de la République au suffrage universel signifie que le pouvoir d'Etat, l'Etat, sont indépendants du Parlement. L'Etat est pénétré à tous les niveaux par les aventuriers -comme le disait Marx, la bourgeoisie leur a abandonné son pouvoir politique pour sauver sa domination sociale- en l'occurrence l'U.D.R.-R.P.R. et à un moindre degré les autres partis de la Vème République. L'Assemblée nationale n'est pas un parlement au sens véritable du terme, mais une couverture de l'Etat, du pouvoir exécutif, de la bande des prébendiers qui ont pénétré tous les rouages de l'appareil d'Etat. Elle leur est subordonnée, mais elle les couvre et leur est indispensable. Il ne peut y avoir contradiction entre les détenteurs du pouvoir d'Etat tel qu'il est, les institutions de la Vème République, ceux qui les font fonctionner et font corps avec elles, et la majorité parlementaire, cette contradiction est explosive est les institutions de la Vème République seraient en cause.

Le fonctionnement normal de la Vème République et de ses institutions est incompatible avec une majorité P.S.-P.C.F. à l'Assemblée nationale."

(La Vérité N°577 - octobre 1977)

Nul besoin d'insister sur ces points. Tu es familier non seulement avec la situation française, mais avec les analyses de l'O.C.I. Si je rappelle les fondements de notre position, c'est pour bien préciser la portée qu'aurait eue l'existence, dans l'Assemblée qui vient d'être élue, d'une majorité pour les partis ouvriers.

C'était un élément qui précipitait à tous les niveaux la crise de la Vème République et de ses institutions, qui mettait à l'ordre du jour comme une tâche, face à la réalisation de laquelle il n'y avait comme obstacle immédiat que la politique des dirigeants du P.C.F. et du P.S., la question du gouvernement P.C.F.-P.S. sans ministres bourgeois.

En d'autres termes, utilisant le terrain des élections, la classe ouvrière cherchait à exprimer sa détermination d'en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, d'ouvrir la voie à la liquidation des institutions anti-démocratiques de la Vème République : cette aspiration se confond avec la volonté de porter au gouvernement les partis ouvriers P.S. et P.C.F. Electoralement, la manière d'exprimer ces aspirations, c'était bien évidemment le vote massif pour le P.S. et le P.C.F., l'élection d'une majorité P.C.F.-P.S.

Notre point de départ était, et reste intégralement aujourd'hui, que la crise de la Vème République bonapartiste débouche inéluctablement sur une crise révolutionnaire. La question gouvernementale est donc centrale. Il ne s'agit pas de faire de la propagande pour la dictature du prolétariat ou un vague "gouvernement des travailleurs". Il s'agit de dégager la voie du combat des masses pour leur pouvoir, combat qu'elles ne peuvent saisir que comme la lutte pour porter au pouvoir les partis qu'elles chargent de leurs aspirations.

Dans la période précédant les élections, comment devait se matérialiser la lutte pour un gouvernement P.C.F.-P.S. sans ministres bourgeois ? Voilà la vraie question. Le mot d'ordre "pour une majorité P.S.-P.C.F." ne s'oppose ni ne se substitue au mot d'ordre "pour un gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministres bourgeois". Tout au contraire, il en procède : c'est parce que nous combattons pour le gouvernement P.C.F.-P.S. sans ministres bourgeois que nous nous prononçons inconditionnellement pour une majorité P.C.F.-P.S. Et la déclaration du Comité Central de l'O.C.I. parue dans "Informations Ouvrières" du 18 janvier et reproduite dans "Intercontinental Press" du 6 mars est d'ailleurs explicite à ce sujet :

"Pour l'O.C.I., le combat unitaire pour une majorité P.S.-P.C.F. aux élections a comme but : aider les masses laborieuses et la jeunesse à rassembler leurs forces afin que soit substitué au gouvernement Giscard-Barre le gouvernement P.S.-P.C.F. sans représentants des partis bourgeois ; en finir avec les institutions réactionnaires de la Vème République et ouvrir la voie à la révolution socialiste."

A partir de là, je pense que ta présentation de la question du désistement est très insuffisante. Tu écris que "l'O.C.I. marque quelques bons points, particulièrement en dénonçant le sectarisme du P.C.F. et en appelant le P.C.F. à retirer ses candidats au second tour dans les circonscriptions où le candidat socialiste a une meilleure chance de l'emporter", que la campagne pour le désistement est "certainement efficace", car "la position pro-unitaire a un grand écho auprès des travailleurs". Mais il ne s'agit pas de ce que l'on pourrait considérer comme une politique habile, comme un coup heureux de l'O.C.I.

Il s'agit des intérêts de la classe ouvrière -par rapport auxquels les communistes n'ont pas d'intérêts séparés. Il s'agit de la forme concrète à travers laquelle la lutte politique pour le renversement de la Vème République, pour le gouvernement ouvrier -et non seulement la propagande générale pour des solutions socialistes- s'exprime.

Dans le cadre concret de la situation précédant les élections de mars 1978, la question du désistement n'était en rien une question de technique électorale ou une question secondaire. Elle concentrait, sur le terrain électoral, la lutte pour le Front Unique Ouvrier, par l'application du principe "classe contre classe". Et comme ce qui était en jeu sur le terrain électoral, c'étaient les conditions de la survie de la Vème République, la question du désistement concentrait la volonté d'en finir avec le régime.

C'est pourquoi, sur cette question, il y a eu effectivement deux positions diamétralement opposées, deux pôles en quelque sorte. L'O.C.I. qui exprimait ainsi consciemment les intérêts des masses, et le P.C.F., dont la politique correspondait aux intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin.

A ce sujet, le terme "sectarisme" que tu emploies pour caractériser la politique du P.C.F. est parfaitement impropre. L'orientation du P.C.F. visant à la sauvegarde à tout prix de la Vème République étant foncièrement contre-révolutionnaire. Le terme "sectarisme" n'en explicite pas plus le contenu qu'il n'explicitait celui de la politique du Parti Communiste Portugais.

Tu as raison de noter que la citation d'un article "d'Informations Ouvrières" que tu fais :

"Il faut appeler un chat un chat et dire nettement sur ce point précis, l'attitude de Mauroy et de Mitterrand correspond totalement aux intérêts ouvriers qui appellent le combat pour une majorité P.S.-P.C.F. aux élections législatives. Tandis que l'attitude du P.C.F. correspond totalement aux intérêts des partis bourgeois de la Vème République réactionnaire et anti-ouvrière."

ne traduit pas correctement la politique de l'O.C.I.

Comme tu le sais, l'O.C.I. pour sa part a de façon constante, sans la moindre équivoque, et sans jamais considérer cela comme une question mineure mais au contraire comme question de principe, appelé à voter pour les seuls candidats des partis ouvriers.

Mitterrand, comme Marchais -qui d'ailleurs l'amplifiait ouvertement jusqu'à l'union du peuple de France- est intégralement demeuré dans le cadre de l'Union de la Gauche-Front Populaire, de la collaboration de classes, de la fidélité aux options bourgeoises du Programme commun, cristallisées en particulier dans le respect des institutions de la Vème République. L'une des expressions de cette politique commune était les accords passés avec des représentants politiques de la bourgeoisie (circonscriptions réservées aux "radicaux de gauche" par le P.S., candidats gaullistes présentés par le P.C.F.). Ce n'est pas sur ce terrain qu'il y avait des différences dans la politique du P.C.F. et du P.S.

Mais ce n'est pas se montrer plus rigoureux à l'égard de la social-démocratie que de nier les faits : c'est l'appareil stalinien du P.C.F. qui a dressé, face à l'aspiration à une majorité P.S.-P.C.F., l'obstacle du refus de désistement. Et sur ce point, dans le cadre commun au P.S. et au P.C.F. de la collaboration de classes, le P.S. s'est prononcé pour le désistement inconditionnel. La différence dans le traitement entre le P.S. et le P.C.F., le fait que notre cible ait été l'appareil du P.C.F., tient à cette évidence que l'on ne pouvait exiger de la direction du P.S. ce qu'elle avait déjà proclamé, et que par contre, il fallait l'exiger de l'appareil stalinien.

A moins qu'il ait fallu, pour appeler à voter P.S., exiger préalablement que celui-ci rompe avec l'Union de la Gauche-Front Populaire, avec la subordination à la bourgeoisie, et qu'en conséquence, le P.S. appelle au vote pour les seuls candidats ouvriers. Mais alors, il aurait fallu l'exiger préalablement du P.C.F., et une telle position a une logique abstentionniste dangereuse. Elle conduit (ce qui n'est certainement pas ta position) à l'attitude insensée des partisans de "Spartacist" qui affirment que l'on ne peut voter pour des partis ouvriers engagés dans un Front Populaire tant qu'ils n'ont pas rompu avec celui-ci.

Deux citations éclaireront, je pense, la position de l'O.C.I. :

"Ce ne sont pas pour des raisons parlementaires que nous combattons pour une majorité en voix et en élus aux prochaines élections législatives, du P.S. et du P.C.F. ; ce n'est pas en raison d'une modification de la nature du P.S. et du contenu de sa politique que nous luttons pour que la direction du P.C.F. s'engage au désistement au second tour : nous nous plaçons exclusivement du point de vue des intérêts immédiats et historiques du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées, nous nous situons du point de vue de la lutte des classes, du prolétariat, pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne."
(La Vérité N°580 - p.41)

"Le P.S. se situe toujours sur le terrain de la collaboration de classes, mais sa renaissance en tant que parti ouvrier bourgeois, mais parlementaire, remet en cause la Vème République. Dès lors, il devient la cible de toutes les attaques."
(La Vérité N°580 - p.29)

En l'occurrence, la symétrie entre le P.C.F. et le P.S. est une fausse symétrie. Non parce que l'appareil réformiste ne serait pas, comme l'appareil stalinien, un appareil contre-révolutionnaire, mais parce que le P.C.F. et le P.S. ont occupé dans ces élections des positions différentes dans le dispositif politique.

Les besoins du P.S. comme parti réformiste, c'est-à-dire comme parti ouvrier bourgeois de type parlementaire, n'étaient pas les mêmes que ceux qui se matérialisaient dans la politique contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien, destinée à assurer à n'importe quel prix un sursis à la Vème République moribonde. Ignorer cette réalité politique ne peut qu'aboutir à masquer les responsabilités précises de l'appareil stalinien qui a mobilisé toutes ses forces contre la majorité P.S.-P.C.F.

La politique est toujours concrète. Le besoin du P.S., c'était d'aller au gouvernement, et donc d'obtenir une majorité parlementaire. Bien évidemment, pour y mener une politique de sauvegarde de l'ordre bourgeois. Mais faut-il que la nature contre-révolutionnaire de l'appareil social-démocrate et de l'appareil stalinien soit l'objet d'un débat entre nous ?

Et il y a là un problème qui va au-delà des limites de ta lettre. L'importance internationale de ce qui était en jeu dans les élections françaises n'a pas besoin d'être souligné. De ce point de vue, j'ai été frappé par le caractère limité et superficiel de ce que le S.W.P. a publié à ce sujet.

Par exemple, l'article paru dans "The Militant", hebdomadaire du S.W.P., sous la signature de David Frankel et Peter Seldman, se contente de noter :

"Ni l'un ni l'autre (le P.S. et le P.C.F.) n'a le moindre intérêt à unifier la classe ouvrière autour d'un programme pour combattre le plan d'austérité des patrons. Au lieu de cela, le combat entre eux est motivé, entre autres choses, par leur désir mutuel de manoeuvrer pour une position plus forte, l'un à l'égard de l'autre, quelle que soit l'issue des élections."

L'offensive du P.C.F. contre la majorité P.S.-P.C.F. disparaît -et l'on ne peut à partir de là saisir la forme concrète que prenait la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

On a l'impression que la situation se réduit à une commune irresponsabilité des deux partis, prenant chacun des risques pour s'assurer une bonne position. En d'autres termes, c'est la politique du P.C.F., c'est-à-dire la politique et les buts de l'appareil stalinien tels qu'ils se sont transcrits en France, qui sont escamotés, et avec eux le contenu même de la situation en France : la crise de la Vème République et le potentiel explosif qu'elle recèle pour les développements révolutionnaires à l'échelle de toute l'Europe.

Ce sont également la politique et les buts du P.S. comme parti ouvrier bourgeois de type parlementaire -c'est-à-dire l'expression concrète du caractère ouvrier du P.S.- qui disparaissent lorsqu'on présente la situation comme celle où les deux partis s'opposaient l'un et l'autre dans les faits à l'obtention d'une majorité parlementaire, ce qui n'était pas le cas du P.S.

Tu écris : "La revendication bien moins populaire pour une rupture avec les bourgeois radicaux de gauche et les gaullistes de progrès demeure d'une extrême importance."

En effet, et rien ne permet de prétendre que l'O.C.I. a varié là-dessus. L'O.C.I. a combattu pour le Front Unique Ouvrier, contre le Front Populaire. Elle a clairement et à chaque moment appelé à voter exclusivement pour les candidats des partis ouvriers, contre tous les candidats bourgeois. Je ne veux pas dans cette lettre traiter de la politique de la L.C.R., puisque tu ne l'abordes pratiquement pas dans ta lettre, mais il faut pourtant remarquer que celle-ci, loin de considérer la rupture avec les "bourgeois radicaux" comme d'une "extrême importance", l'a jugée tellement secondaire qu'elle ne lui a pas semblé constituer un obstacle à une coalition électorale avec une organisation (l'O.C.T.) qui appelait au vote pour les radicaux de gauche.

Il semble pourtant évident que le premier point d'une politique révolutionnaire (et donc de son expression dans le cadre d'une campagne électorale) soit la rupture avec la bourgeoisie sous la forme précise de la rupture avec les partis bourgeois auxquels les partis ouvriers sont liés.

Ajoutons que ce n'est pas l'O.C.I. qui, entre les deux tours, s'est trouvée co-organisatrice de meetings de l'Union de la Gauche, siégeant sur les mêmes tribunes que les radicaux "de gauche" et les gaullistes "de progrès", mais bien la L.C.R.

Le caractère "d'extrême-gauche du Front Populaire" de l'accord électoral signé par la L.C.R. trouvant ainsi sa conclusion logique.

L'O.C.I., pour sa part, a totalement maintenu son combat contre le Front Populaire et, tant sur la question des gaullistes présentés par le P.C.F. que sur la question des radicaux de gauche, "Informations Ouvrières" a mené une campagne politique, nourrissant l'intervention des militants de l'O.C.I. contre les candidats bourgeois à Nice, à Pontoise, à Sète, à Cognac, à Montbrisson -je te signale en particulier à ce sujet les numéros 829, 830, 835, 839, 841 "d'Informations Ouvrières".

Le combat pour la majorité P.S.-P.C.F., pour une majorité en voix et en sièges des deux partis ouvriers était un combat pour la rupture avec les radicaux de gauche et les gaullistes "de progrès", un combat contre l'Union de la Gauche-Front Populaire.

D'où, d'ailleurs, le caractère dérisoire de l'objection élevée par la L.C.R. contre les affiches de l'O.C.I. parlant de la possibilité de la "victoire". Il est clair pour qui n'est pas de mauvaise foi qu'il s'agit de la réalisation d'une majorité P.S.-P.C.F. (cf "Rouge" du 26 mars).

Enfin, tu affirmes que l'O.C.I. n'a pas défini la stratégie de lutte ouvrière que nous proposons, et tu lies cette question à celle de la présentation de candidats de l'O.C.I.

La politique révolutionnaire ne se réduit pas à la simple présentation propagandiste d'éléments de programme, mais se traduit en une intervention politique nourrissant, sur la base de revendications transitoires, la mobilisation des masses et pour cela, doit saisir le moment concret d'une situation et par conséquent définir les mots d'ordre qui la concentrent. C'était le cas du mot d'ordre "pour une majorité P.S.-P.C.F." tel qu'il a été explicité plus haut.

La question sur laquelle se concentrait l'aspiration des masses, c'était la possibilité d'en finir avec ce gouvernement bourgeois. C'est par là que passait la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan exprimée dans la revendication transitoire du gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministres bourgeois. La rupture avec la bourgeoisie était la première revendication de caractère programmatique à mettre en avant. Et cette rupture passait par la revendication de la destruction des institutions réactionnaires de la Vème République que le Programme commun entendait préserver.

La mobilisation des masses ne se limitait pas, bien évidemment, au terrain électoral, et les luttes revendicatives que livrait la classe ouvrière avaient toutes un caractère politique : elles la dressaient contre la Vème République et son gouvernement, régime auquel il était possible de porter simultanément un coup décisif à travers les élections. L'O.C.I., à chaque instant, a relié le combat pour le Front Unique Ouvrier au niveau de la perspective gouvernementale au combat pour la réalisation de l'unité dans la lutte pour la satisfaction des revendications contre la politique de dislocation des appareils. Il serait trop long d'énumérer ici les différentes expressions de l'intervention de l'O.C.I. "Informations Ouvrières" en a rendu compte semaine après semaine, comme tu le sais. Mais tu en trouveras une analyse concentrée, en particulier dans les articles parus dans les numéros 578, 579 et 580 de "La Vérité".

Dans le combat des jeunes enseignants (M.A.), des travailleurs du Livre, contre la participation à l'Université comme élément de la lutte contre les institutions de la Vème République, à l'E.D.F., à la Sécurité Sociale à travers en particulier une grève qui s'est poursuivie pendant toute la période électorale et au-delà, chez Michelin, l'O.C.I. par sa politique et son intervention pratique a défini la stratégie conforme aux intérêts des travailleurs, en l'unissant au combat pour dégager l'issue en termes gouvernementaux. Qu'il s'agisse là de problèmes qui recourent ceux posés par la campagne électorale se marque notamment dans le fait qu'on retrouve à leur sujet des divergences de même type entre l'O.C.I. et la L.C.R. (voir par exemple à ce

sujet les numéros 834 et 835 "d'Informations Ouvrières" sur Michelin, et le numéro 841 sur la lutte contre la participation à l'Université).

La Conférence Nationale Ouvrière et Jeune convoquée à l'initiative de l'O.C.I. et réunissant des centaines de délégués de toutes les corporations, militants C.G.T., F.O., F.E.N., C.F.D.T. et inorganisés, le regroupement autour des initiatives de l'O.C. de militants du P.C.F. et du P.S., la portée de son intervention dans la bataille électorale, sont des témoignages irréfutables du fait qu'elle n'a pas abdiqué ses responsabilités.

Les révolutionnaires ne sont jamais "neutres" par rapport à des élections. Mais la forme de leur participation est une question tactique, qu'il s'agit de résoudre en fonction des relations politiques existant au sein de la classe ouvrière, de la manière concrète dont peut se matérialiser à un moment donné la mobilisation des masses s'exprimant sur le terrain électoral. Et on ne peut répondre à cette question concrète en érigeant en absolu le critère selon lequel on peut faire une propagande plus vaste en présentant des candidats. Car la question n'est pas une question de propagande en soi. Il s'agit de savoir quelle est la meilleure réponse permettant aux masses de surmonter les obstacles placés sur leur chemin par la politique contre-révolutionnaire des appareils.

De ce point de vue, dans le cadre de la situation concrète existant en France, et par rapport au combat pour la majorité P.S.-P.C.F., la présentation de candidats O.C.I. n'était pas une question de principes.

Cela ne signifie pas que ne pouvait se poser la question d'une campagne sur le terrain du trotskysme qui aurait éventuellement pu prendre la forme de candidatures. C'est pourquoi nous avons proposé à la L.C.R. dès le 10 novembre une discussion sur ce terrain, et que nous avons répété cette proposition à de multiples reprises. Je te joins d'ailleurs photocopie des lettres adressées à la L.C.R., et je profite de cette occasion pour regretter "qu'Intercontinental Press" n'ait publié que la première de nos lettres, ce qui donne l'impression que nous n'avons pas mené une campagne conséquente sur ce point.

Si l'on en vient au bilan : l'écho rencontré par l'O.C.I., son renforcement, le caractère de liens politiques qu'elle a assuré avec des milliers de militants ouvriers, manifestent l'efficacité de son intervention dans la campagne électorale, aussi bien comme élément contribuant à nourrir l'activité des masses que comme élément de progression dans la voie de la construction du parti révolutionnaire.

J'ajouterai simplement que ce n'est pas la responsabilité de l'O.C.I. si la direction de la L.C.R., refusant de discuter de nos propositions précises, a préféré au nom de "l'unité des révolutionnaires" constituer une coalition électorale avec une organisation comme l'O.C.T. qui s'oppose au mot d'ordre "gouvernement P.S.-P.C.F. sans ministres bourgeois", et qui appelle à voter au second tour pour les radicaux de gauche, répétant la politique électorale que vous aviez justement condamnée pour le Portugal et l'Italie.

J'espère que ces quelques remarques amorceront la discussion entre nous et seront un élément d'une discussion organisée à l'échelle internationale, entre le S.U. et le C.O.R.Q.I., discussion que nous estimons toujours nécessaire.

Salutations trotskystes

François de Massot



Paris, le 10 novembre 1977

Camarades,

Dans quelques mois se dérouleront les élections législatives ; il nous semble inutile de souligner ici l'importance que revêtira cette consultation électorale. Nous considérons indispensable qu'à cette occasion, nos organisations tentent d'intervenir en commun dans cette bataille. Pour notre part, nous y sommes prêts.

La base d'un accord entre nos organisations pourrait s'établir sur les points suivants :

1. Caractérisation de l'Union de la gauche comme un front populaire, avec les conséquences « électorales » qui en découlent :

• Pas une voix pour les partis bourgeois de la V^e République.

• Pas une voix pour les candidats radicaux de gauche ou gaullistes « d'opposition ».

• Vote PCF-PS.

2. Campagne sur le thème : au deuxième tour, pour battre les partis de la bourgeoisie, désistement sans préalables ni conditions pour le candidat du PCF ou du PS le mieux placé.

3. Enfin, nous pensons nécessaire d'utiliser la période des élections pour mettre au centre de notre action la lutte pour un gouvernement PCF-PS sans représentants des partis bourgeois, la lutte pour le front unique ouvrier pour arracher les revendications.

Sur ces bases minimum, nous sommes prêts à passer avec vous un accord politique dont les modalités concrètes restent évidemment à discuter. Un tel accord constituerait un pas en avant, une affirmation du trotskysme, conformément aux principes du « Programme de transition de la IV^e Internationale ».

Nous vous proposons donc une rencontre pour discuter de ces propositions.

Informations Ouvrières 829 7 au 14 décembre 1977

Une lettre

du bureau politique de l'OCI (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) au bureau politique de la LCR

Paris, le 24 janvier 1978.

Chers camarades,

« Nous vous avons adressé, en date du 10 novembre 1977, une lettre vous proposant d'étudier ensemble la possibilité de mener une campagne politique commune à l'occasion des prochaines législatives, sur la base de notre référence au programme de la IV^e Internationale et autour des principaux mots d'ordre politiques qui concrétisent aujourd'hui la lutte pour le front unique ouvrier.

Depuis, vous avez préféré vous engager dans une combinaison électorale avec des forces politiques qui ne se réclament pas du trotskysme, et sur la base d'une plate-forme qui, du fait des diverses positions en présence, ne se prononce clairement ni sur le caractère de l'Union de la gauche, ni sur la nature de classe des partis qui la composent, ni sur le principe d'un vote pour les seules organisations ouvrières, ni sur l'appel à un gouvernement des seuls partis ouvriers.

Dans une telle situation, et en se plaçant du point de vue de la défense du Programme de transition de la IV^e Internationale, l'OCI ne saurait, bien sûr, participer à un front d'une telle nature, et pas plus souscrire à la consigne, qui est la vôtre, d'un vote préférentiel au premier tour en faveur des candidats qui s'en réclament.

Dans le même temps, vous avez cru devoir mener une vive polémique contre notre organisation et contre la campagne de masse que nous menons depuis plusieurs semaines pour que le PCF s'engage, sans délai et sans condition, au désistement en faveur du candidat l'un parti ouvrier le mieux placé. Vous n'avez pas hésité à écrire que cette question était de peu d'intérêt pour les travailleurs, et que la soulever équivalait à apporter un soutien politique à l'appareil social-démocrate.

Nous n'entendons cependant pas que ces péripéties nous détournent de ce que sont les responsabilités de ceux qui se réclament du trots-

kysme dans un moment où la division des rangs ouvriers risque, contre toutes les aspirations des masses, d'assurer la reconduction parlementaire de la majorité giscard-gaulliste.

C'est pourquoi nous nous félicitons de voir aujourd'hui la LCR, par la voix de son bureau politique, affirmer à son tour que « refuser cette règle élémentaire, mettre des conditions au désistement, c'est tout simplement prendre le risque de laisser en place le gouvernement Giscard », et exiger du PCF « une position claire de désistement au deuxième tour, pour le candidat ouvrier le mieux placé » (« Rouge » n° 544, 8 janvier 1978).

Il nous paraît important que cette prise de position ne reste pas sans lendemain, une lutte conséquente pour cette exigence élémentaire étant aujourd'hui indispensable pour donner leur contenu concret au principe du « vote de classe » et au combat pour un gouvernement du PCF et du PS, positions dont vous vous réclamez en principe, à l'inverse d'autres forces comme Lutte ouvrière, ou votre allié électoral principal, l'FOCT.

C'est pourquoi, quelles que soient par ailleurs nos divergences d'analyse, nous vous proposons, sans aucun préalable, de discuter des actions que pourraient mener en commun nos deux organisations d'ici aux législatives, afin de donner la plus large audience possible à cette question, en la replaçant dans la perspective d'ensemble de la lutte pour le front unique ouvrier :

— pour que le PCF s'engage au désistement inconditionnel en faveur du candidat ouvrier le mieux placé ;

— pour un vote de classe. Ni gaullistes, ni radicaux. Pas une voix aux candidats bourgeois. Pour une majorité du PCF et du PS ;

— pour la satisfaction des revendications. Pour en finir avec Barre, Giscard et la V^e République. Gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois.»

Salutations trotskystes.

Echange de lettres entre le BP de l'OCI et le BP de la LCR

Nous avons publié, le 25 janvier, dans notre numéro 835, une lettre du bureau politique de l'OCI au bureau politique de la LCR, contenant un certain nombre de propositions précises sur « les actions que pourraient mener en commun nos deux organisations ici aux législatives ».

La LCR a rendu publique, par tract diffusé au meeting de l'OCI porte de Pantin et dans le journal « Rouge », une lettre au bureau politique de l'OCI que nous reproduisons ci-dessous. Voici la réponse du bureau politique de l'OCI :

Chers camarades,

Nous avons pris connaissance de la lettre de votre bureau politique qui a été diffusée lors de notre meeting du 27 janvier et publiée dans Rouge (28-29 janvier). Comme l'a déjà déjà indiqué oralement le camarade Pierre Lambert, l'OCI se félicite de ce que : débat entre nos deux organisations puisse ainsi se développer en rapport avec les problèmes politiques de l'heure.

Nous sommes néanmoins surpris de constater que, consacrant quatre colonnes de votre quotidien à une « réponse au bureau politique de l'OCI », vous n'avez, pas juré mille de vous

lors qu'il apparaît que nos prises de positions respectives se permettent, comme c'est aujourd'hui le cas en ce qui concerne tant la lutte pour un vote de classe et pour l'engagement du PCF au désistement ouvrier que le combat pour un gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois, pour la satisfaction des revendications, pour en finir avec la V République.

Ce cadre permettrait de débattre, avec le sérieux souhaitable, de questions comme celle des positions en présence face à la révolution portugaise, question à laquelle votre lettre fait une référence pour le moins sommaire au regard du bilan qui reste à tirer de l'orientation défendue par la majorité du SU, tant lors de l'été 1975 que lors des présidentielles portugaises de 1976.

En second lieu, il serait sans peine que les divergences générales existant entre nous s'exposent à la réalisation d'actions communes des 27 janvier : meeting de l'OCI, porte de Pantin.

Aucun militant connaissant la lutte menée de longue date par l'OCI pour la rupture des partis ouvriers avec les « demi-caducres » radicaux ou gauchistes, la part prise par notre organisation dans les luttes récentes des travailleurs, des enseignants et des étudiants, nos positions sur le nécessaire démantèlement des institutions de la V République, ne pourra prétendre au sérieux les arguments derrière lesquels vous semblez vouloir vous retrancher et qui se réduisent à nous reprocher de vouloir ignorer les « commissions » du PS vis-à-vis des radicaux et d'« enfermer la lutte pour le gouvernement ouvrier dans le car-

can du parlementarisme bourgeois ». En revanche, par ses propres contradictions internes, votre lettre laisse deviner ce qui fonde le caractère évasif et polémique de votre « réponse » à nos propositions politiques.

D'une part, vous réaffirmez des positions récemment affichées par votre organisation en ce qui concerne l'appel à un « désistement antoniniste pour le candidat ouvrier le mieux placé, PS ou PC à l'exclusion de tout vote pour les candidats des partis bourgeois » et le combat pour un gouvernement des partis majoritaires dans la classe ouvrière, le PC et le PS.

Ces positions n'ont pas toujours été les vôtres : ayant longtemps prêté à l'Union de la gauche « une dynamique classe contre classe », et à ses composantes bourgeoises un caractère « non significatif », vous avez à plusieurs reprises appelé à voter pour les candidats bourgeois se réclamant de cette coalition (y compris lors des dernières élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants) ;

et vous vous êtes jusqu'à récemment refusés à appeler explicitement à l'engagement du PC et du PS.

Saisissant de questions essentielles de la lutte des classes, nous nous félicitons sans arrière-pensées de vos orientations. Nous pensons qu'elles seraient possibles une réponse positive aux propositions que nous vous avons faites, et que cela serait de nature à donner une force accrue au combat pour le front unique ouvrier dont nous devons cependant constater que vous attachez plus de prix à tenter de concilier ces prises de position avec celles qui fondent ce que vous nommez « l'accord politique » souscrit avec le CCA et l'OCF. Pour autant votre lettre ne réussit guère à dissimuler la caractéristique peu principale d'une telle tentative.

Vous écrivez que « cet accord qui lie l'Union de la gauche et le front de collaboration de classe est un temps qu'il appelle à voter au deuxième tour pour les partis réformistes ». Mais vous évitez vous-même ce qui couvre l'équivoque de telles formules

entre le BP de l'OCCI et le BP de la LCR

Nous avons publié, le 25 janvier, dans notre numéro 835, une lettre du bureau politique de l'OCCI au bureau politique de la LCR, contenant un certain nombre de propositions précises sur « les actions que pourraient mener en commun nos deux organisations ici aux législatives ».

La LCR a rendu publique, par tract diffusé au meeting de l'OCCI porte de Pantin et dans le journal « Rouge », une lettre au bureau politique de l'OCCI que nous reproduisons ci-dessous.

Chers camarades,

Nous avons pris connaissance de la lettre de votre bureau politique qui a été diffusée lors de notre meeting du 27 janvier et publiée dans Rouge (28-29 janvier). Comme l'a déjà déjà rédigé oralement le camarade Pierre Lambert, l'OCCI se félicite de ce que le débat entre nos deux organisations puisse ainsi se développer en rapport avec les problèmes politiques de notre époque.

Nous sommes néanmoins surpris de constater que, consacrant quatre colonnes de votre quotidien à une « réponse au bureau politique de l'OCCI », vous n'avez pas jugé utile de vous renoncer sur ce qui faisait l'objet principal de notre lettre qui, rappelés-le, nous proposait de discuter d'actions immédiates communes à l'occasion de la préparation des prochaines élections législatives.

Vous avez préféré évoquer toute une série de divergences séparant nos organisations au plan national ou international. Cette démarche ne nous paraît guère opérante.

En premier lieu, dans la mesure où nous sommes conscients de la nécessité d'appeler un débat approfondi, nous ne pouvons que nous féliciter de toutes les forces qui se réclament du trotskisme. C'est en ce sens que, nous, nous nous félicitons de la participation pour la reconstruction de la IV^e Internationale à nos côtés. Le Secrétariat national de la demande d'ouverture d'une discussion sans préalable ni condition. Nous sommes prêts, dans la mesure où ce que nous entendons et sans plus tarder, un tel débat, dont le principe a été admis par le SO en octobre 1976.

lors qu'il apparaît que nos prises de positions respectives le permettent, comme c'est aujourd'hui le cas en ce qui concerne tant la lutte pour un vote de classe et pour l'engagement du PCF au désistement ouvrier que le combat pour un gouvernement du PCF et du PS sans ministres bourgeois, pour la satisfaction des revendications pour en finir avec la V^e République.

Ce cadre permettrait de débattre, avec le sérieux souhaitable, de questions comme celle des positions en présence face à la révolution portugaise, question à laquelle votre lettre fait une référence pour le moins sommaire au regard du bilan qui reste à tirer de l'orientation défendue par la majorité du SU, tant lors de l'élection de 1975 que lors des présidentielles portugaises de 1976.

En second lieu, il serait sans principe que les divergences générales existant entre nous s'opposent à la réalisation d'actions communes dès le 27 janvier : meeting de l'OCCI, porte de Pantin.

Aucun militant connaissant la lutte menée de longue date par l'OCCI pour la rupture des partis ouvriers avec les « demi-caducques » radicaux ou gauchistes, la part prise par notre organisation dans les luttes récentes des travailleurs, des enseignants et des étudiants, nos positions sur le nécessaire démantèlement des institutions de la V^e République, ne pourra prendre au sérieux les arguments derrière lesquels vous semblez vouloir vous retrancher et qui se réduisent à nous reprocher de vouloir ignorer les « commissions » du PS vis-à-vis des radicaux et de « empêcher la lutte pour le gouvernement ouvrier » dans le car-

can du parlementarisme bourgeois. En revanche, par ses propres contradictions internes, votre lettre laisse deviner ce qui fonde le caractère évasif et polémique de votre « réponse » à nos propositions politiques.

D'une part, vous réaffirmez des positions récemment affichées par votre organisation en ce qui concerne l'appel à un « désistement automatique pour le candidat ouvrier le mieux placé, PS ou PC à l'exclusion de tout vote pour les candidats des partis bourgeois » et le « combat pour un gouvernement des partis majoritaires dans la classe ouvrière, le PC et le PS ».

Ces positions n'ont pas toujours été les vôtres : ayant longtemps prêté à l'Union de la gauche « une dynamique classe contre classe », et à ses composantes bourgeoises un caractère « non significatif », vous avez à plusieurs reprises appelé à voter pour les candidats bourgeois se réclamant de cette coalition (y compris lors des dernières élections municipales dans les villes de plus de 30 000 habitants) :

et vous vous étiez, jusqu'à récemment refusés à appeler explicitement à l'engagement du PC et du PS.

Stagissant de questions essentielles de la lutte des classes, nous nous félicitons sans arrière-pensées de vos orientations. Nous pensons qu'elles seraient possibles une réponse positive aux propositions que nous vous avons faites, et que cela servirait de nature à donner une force accrue au combat pour le front unique ouvrier dont nous réclamez nos deux organisations.

Nous devons cependant constater que vous attachez plus de prix à tenter de concilier ces prises de position avec celles qui fondent ce que vous nommez « l'accord politique » souscrit avec les COA et l'OCT. Pour autant votre lettre ne réussit guère à dissimuler le caractère peu principal d'une telle tentative.

Vous écrivez que « cet accord qui lie l'Union de la gauche de l'OCCI à la LCR est une classe en même temps qu'il appelle à voter au deuxième tour pour les partis réformistes ». Mais vous révélez vous-même ce qui couvre l'équivoque de telles formulations en soulignant plus loin que « les candidats de la LCR et des COA » sont « seuls à défendre une consigne de vote de classe au second tour ». L'effet. Votre principal allié électeur l'OCCI, appelle à voter pour tous les candidats de l'Union de la gauche, compris radicaux ou gauchistes. L'appel à « voter pour les réformistes » conduit ainsi à présenter comme des modalités d'une même politique des consignes qui ont un caractère de classe différent. Le principe du vote de classe, et le soutien électoral apporté à une coalition de front populaire.

Si l'on ajoute que l'OCCI tend à caractériser le PS comme une organisation bourgeoise, on mesure quel confusion interchen cet « accord politique » réalisé entre vous et l'OCCI et la caractérisation de l'Union de la gauche comme « front de collaboration de classe ».

Il est en réalité inévitable qu'un accord qui prétend concilier une orientation se réclamant de la lutte pour

